

Fair TradeMark Canada autorise également les sociétés canadiennes à utiliser son étiquette TransFair sur leurs produits pour certifier que ceux-ci résultent de l'application de pratiques commerciales équitables. Elle se concentre actuellement sur les négociants de café. Elle est le membre canadien de TransFair International et a accès à une vaste base de recherche provenant des organisations européennes correspondantes. Cette organisation gravite principalement autour des questions commerciales intéressant certaines marchandises précises comme les vêtements, le café, le thé, le cacao et le sucre. Fair TradeMark Canada a commencé à travailler avec Ten Days for Global Justice à la préparation de la campagne de 1998 de cet organisme qui sera axée sur le commerce équitable. Le thème sera « l'offre de solutions de rechange » allant du niveau du ménage jusqu'à celui de la communauté internationale. Au niveau des particuliers, la campagne favorisera l'achat de produits portant la marque TransFair, notamment dans le cas du café.

La campagne d'action et d'éducation 1995-1997 de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP) a pour thème la mondialisation et le travail. Au cours de la dernière année, l'OCCDP a organisé une campagne afin d'amener Nike et Levi Strauss à convenir d'un contrôle indépendant des conditions environnementales et de travail à leurs usines et à celles de leurs sous-traitants à l'échelle mondiale. L'Organisation poursuivra ses activités en ce sens et organisera notamment des pétitions massives qui seront présentées aux sociétés.

Ces campagnes axées sur l'action des consommateurs sont appuyées par le mouvement syndical, notamment le service des affaires internationales du CTC, et reçoivent un soutien financier du mouvement ouvrier; elles jouissent aussi à un moindre degré de l'appui des ONG. Fair TradeMark Canada a toutefois beaucoup de difficulté à obtenir les ressources voulues pour son travail.

Le succès des interventions des actionnaires et des consommateurs en vue de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises dépendra dans une large mesure de la capacité de surveiller les activités des sociétés canadiennes à l'étranger. À l'heure actuelle, cette capacité n'est pas pleinement développée. Une priorité, pour l'avenir, sera d'obtenir la surveillance par des tiers indépendants des activités des entreprises, notamment dans les domaines autres que ceux du secteur primaire. Selon le TCCR, il faudrait coordonner les liens entre les investisseurs socialement responsables au Canada et les groupes, à l'étranger, qui pourraient surveiller les activités des entreprises.